

Contre- pouvoirs...

ENTRETIEN AVEC HUBERT VÉDRINE

Ministre des Affaires étrangères

Régis DEBRAY : Passons maintenant de l'Université à l'effectivité. Il va s'agir de la politique comme exercice. On va parler de la façon dont les décisions se prennent, les discours se font et les organisations se perpétuent. Au fond, la question est : comment l'État peut-il persister dans son être ? De même qu'on avait demandé au Père de la Brosse : comment l'Église peut-elle rester l'Église ? Comment une bibliothèque peut-elle rester une bibliothèque ? Que peut faire un gouvernant, les choses étant ce qu'elles sont ?

Première question à l'intention du Ministre Hubert Védrine : le monde de la communication est auto-référentiel, on parle de soi entre soi. Ce qui tend à refermer l'univers politique sur lui-même et explique peut-être une montante indifférence du citoyen.

Deuxième question : il est clair que l'instance médiatique a une idéologie propre – même si elle n'est pas produite comme idéologie – de type individualiste, moralisante, à très court terme et ne prenant pas en compte les rapports de force. Il y a là sans doute quelque chose de consistant qu'un Ministre des Affaires étrangères doit affronter.

Autre question : la personnalisation à outrance, c'est-à-dire ce besoin qu'a la puissance médiatique de se référer à telle ou telle individualité, de les dresser l'une contre l'autre. Ce qui peut être gênant en période de cohabitation.

Autre aspect du problème : la durée. L'État est le garant de la continuité, d'un projet, d'une mémoire, d'une expérience, et la communication est dans le court terme, dans l'instant, l'émotion, le réactif. Comment maintenir une ligne dans ce kaléido-

scope d'émotivités souvent incohérentes ?

Et qu'en est-il du secret, de la confidentialité inhérente à toute diplomatie, toute stratégie, à tout rapport de forces géré dans le temps face à cette exigence de transparence, cartes sur tables, scandales, procès, révélations, etc. ?

Hubert VÉDRINE : D'abord merci de me donner l'occasion d'un dialogue sur un sujet qui me passionne. On ne va pas avoir de mal sur le diagnostic. C'est plutôt dans un échange de questions que nous irons plus loin.

Sur le plan du diagnostic, il y a affrontement, disais-tu – parlant des fonctions principales de l'État, notamment en politique étrangère – entre le long terme et le court terme, l'écrit et l'image, le confidentiel et le transparent, le réfléchi et l'émotionnel, la responsabilité et l'irresponsabilité. Je ne pars pas d'une théorie, mais de l'expérience. Porte-parole, conseiller, il m'est arrivé de dire – ou de craindre – qu'il soit devenu impossible pour les gouvernements de faire quoi que ce soit de sérieux dans les sociétés ultra-médiatisées. Je ne parle jamais de « démocratie médiatique », je ne vois pas pourquoi on accole ces deux termes. Il m'est arrivé d'utiliser la métaphore de la salle d'opération : je ne vois pas comment les gouvernements, qui sont censés faire, dans leur propre domaine, ce que les individus ou les marchés ne peuvent pas faire, c'est-à-dire prendre des décisions d'intérêt général portant sur le long terme, peuvent agir dans ces conditions. Et je compare cela à une salle d'opération dans laquelle se trouveraient non seulement le chirurgien qui opère, mais aussi la famille, un chirurgien concurrent, un avocat qui va porter plainte, le personnel qui s'arrête pour des raisons d'horaires, etc. Tout cela dans la salle. Je pense que – contrairement aux croyances véhiculées par tout le système auquel Régis faisait allusion – il y a une contradiction dans les termes, totale, difficile à surmonter, entre ce contexte et tout gouvernement. On peut faire preuve de résistance personnelle, mais ça n'apporte pas de réponse globale à la question. En matière de politique étrangère, je fais tout ce que je peux pour résister, pour inscrire mon action dans la longue durée en gardant la mémoire et l'expérience, en essayant de voir plus loin, mais tout le système pèse dans l'autre sens. Le système est d'une telle puissance, pas seulement en France, qu'il a instrumentalisé la quasi-totalité des autres acteurs et des autres forces qui s'y plient plus ou moins complaisamment.

Je dis « système ». Cette dictature de l'instant a son équivalent dans l'économie de marché, ultra-libérale, qui s'impose dans le monde entier. Il est de plus en plus difficile de faire des investissements à long terme rentables dans vingt ou trente ans, quand les marchés veulent une rentabilité immédiate. On a vu les difficultés de financement du tunnel de la Manche ! L'équivalent politique de cette dictature trimestrielle des fonds de pension, c'est le sondage. On est for-

cément dans l'immédiat et donc dans l'émotionnel, donc en contradiction avec le réfléchi et la longue durée. C'est la même chose sur le plan politique et sur le plan économique, ça s'aggrave régulièrement, ce n'est pas un mauvais moment à passer. Exemple : la Chine signe un accord d'adhésion à l'OMC. Sur le plan mondial, c'est mieux, parce qu'à partir du moment où tout le monde commerce avec tout le monde, il vaut mieux qu'il y ait des règles du jeu que pas de règles du tout. Mais elle entre alors dans un cycle de transformations dont elle sous-estime elle-même l'ampleur. Ce système s'étend sous des formes primitives et chaotiques, et s'étend techniquement avec le temps croissant que les gens passent à communiquer. Avec quel contenu ? La fonction de communication dévore toutes les autres fonctions. Les gens passent trois heures par jour, au minimum, devant la télévision. Les politiciens sont soumis aux « gens », qui, eux-mêmes, sont soumis au système. Il n'y a pas de cloisonnement. Tout le temps que les gens passent à « communiquer » est pris sur le temps où ils auraient fait n'importe quoi d'autre avant, ne serait-ce que de parler entre eux.

Ajoutons que cette idéologie devient agressive, même offensive, par rapport à l'État. On voit s'opérer, sous nos yeux, la fusion entre les courants issus du gauchisme et les courants issus du libéralisme. La synthèse « Cohn-Bendit-Madelin » – pour faire image – achève de se faire autour de 1) la lutte contre l'État, 2) l'ultra-individualisme. L'économie commande, l'idéologie suit dans le wagon de queue. L'attitude du pouvoir médiatique n'est pas simplement d'exister comme une branche de l'économie qui, pour survivre, doit vendre, être entendue, écoutée, et pour cela accuser sans arrêt les Pouvoirs publics. En réalité, eux-mêmes étant sur la défensive et ayant de moins en moins de pouvoir, ces accusations sont d'un bon rapport ! Regardez cette farce du « contre-pouvoir » : aujourd'hui, le pouvoir médiatique se présente comme un contre-pouvoir ! Contre-pouvoir à quoi ? La question que devrait se poser Montesquieu, s'il revenait aujourd'hui, ce serait : contre-pouvoir à quoi ? Au pouvoir médiatique ? Au pouvoir des juges ? À celui des grandes entreprises ? À celui des fonds de pension ?

Pour être sérieux, il faudrait partir des pouvoirs réels d'aujourd'hui et non pas des pouvoirs tels qu'ils étaient il y a trois siècles, en prétendant s'acharner contre les gouvernements actuels parce que Louis XIV a exagéré, il y a trois siècles, ou Assurbanipal, il y a plus longtemps encore. On partirait des pouvoirs réels du monde d'aujourd'hui et on chercherait où pourraient être les contre-pouvoirs. Mais il n'y en a pas, parce que l'idéologie dominante l'empêche. C'est la fonction de l'idéologie de la transparence – par exemple – appliquée sans arrêt à toutes les décisions publiques. Si, pour préparer un projet de loi, il y a trois réunions calmes et tranquilles pour essayer de savoir ce qu'en sera le contenu,

c'est déjà suspect. Par contre, vous ne saurez jamais ce qui s'est dit au comité de rédaction des grandes télévisions, ou au sein de l'état-major des grandes entreprises. La transparence est une arme de combat manipulée par des pouvoirs eux-mêmes peu transparents, tout cela au nom de la « société civile ».

Sur les dizaines de milliers d'ONG, je ne suis pas sûr qu'on en trouve 500 qui soient transparentes, à propos desquelles on sache qui les a créées, dans quel but, qui les compose, qui les finance. Il y a tout et le contraire de tout, le meilleur et le pire dans les ONG. Les services secrets, les grandes entreprises, les sectes, les États même ont des ONG, mais poser la question de la transparence dans ce secteur est choquant, des systèmes de défense et d'indignation se déclenchent immédiatement.

Sur le diagnostic, donc, il n'y a pas de débat entre nous. Mais je suis obligé de prendre des précautions extraordinaires pour débattre de ces sujets, je pourrais vous citer plusieurs déclarations qui ont provoqué une sorte de gêne perplexe de la part du parti médiatique. On n'est pas loin d'une sorte de fanatisme. Le papier que Jean Daniel a consacré à mon livre récent – où j'essaie d'expliquer la différence entre la défense des Droits de l'Homme et le *droit del'homisme*, comme il y a morale et moralisme – s'appelle « La religion des incroyants ». Il montre bien que c'est une religion, qui est venue se substituer aux religions révélées. Mais poser la question : est-ce que l'Occident ne profite pas des aspirations universelles à la démocratie et aux Droits de l'homme pour verrouiller son contrôle sur tout ? Est-ce qu'on n'instrumentalise pas cette aspiration, cette espérance et ces principes ? C'est une vraie question : il y a 189 pays à l'ONU, dont une trentaine d'occidentaux, et tous les autres se posent cette question, ça en fait beaucoup ! C'est une question quasiment impossible à poser dans le débat politico-médiatique français sauf à scandaliser, ou alors avec des ruses !

Il y a ainsi une sorte de croyance dans la justice internationale qui s'est répandue comme une traînée de poudre. Or l'expérience historique montre qu'il est rare que les sociétés aient réglé leurs tragédies par la justice. Ce n'est pas rare que la justice soit intervenue, ensuite, pour lutter contre l'impunité – qui est un élément fondamental du point de vue des victimes – mais il n'y a pas d'exemple, je crois, où une société ait réglé son problème en faisant d'abord intervenir la justice. Ce n'est pas Nuremberg qui a abattu Hitler mais la coalition alliée et la force militaire américaine. *Idem* pour le Japon. Et, si vous prenez tous les pays qui ont connu une tragédie totalitaire, fasciste ou stalinienne, depuis une cinquantaine d'années, ce n'est pas non plus comme cela que ça s'est réglé, ni en Espagne, ni en Grèce, ni en Afrique du Sud, ni dans les pays d'Amérique centrale, ni dans les pays de l'Est. Alors ? Ça ne veut pas dire qu'il n'y a pas de justice ou de jugement, mais la justice n'a pu fonctionner que quand la solution po-

litique a été apportée. Au Proche-Orient, si on disait que les Israéliens peuvent traîner les Arabes devant un Tribunal pénal international, et réciproquement – et ils ne manqueraient pas les uns et les autres de chefs d'accusation – est-ce qu'on aurait avancé d'un pas vers la paix? Résoudre et punir, ce n'est pas la même chose. À cause de l'influence médiatique simplificatrice, il est difficile de discuter de ces questions. On pourrait dire, comme Régis Debray tout à l'heure : « La classe politique pourrait faire preuve d'un peu de courage ». Mais les hommes politiques actuels pensent d'abord à être « proches » des gens... Il y a même un Premier ministre qui a expliqué un jour qu'il n'avait aucune légitimité à faire quoi que ce soit de différent de ce que veulent les gens, et que le sondage devait être intégré dans l'appareillage de la décision démocratique publique moderne. Or, si on veut suivre tous les sondages, on devient chèvre, comme disait ma grand-mère, parce que les sondages, ce sont des réactions. Or, le métier de l'homme politique, ce sont les arbitrages. Trancher entre des choses incompatibles. Non seulement la classe politique ne résiste pas beaucoup, mais elle pense qu'elle n'a pas à chercher à résister. Elle commence à penser que sa légitimité est dans la soumission à cette instrumentalisation. Et c'est là où on mélange le vote, le sondage d'avant-hier et l'éditorial de ce matin. C'est dangereux.

Il y a peut-être une spécificité dans le cas des Affaires étrangères. On y est plus en contact avec les autres ministres des Affaires étrangères qu'avec les membres du même gouvernement. On est tout le temps en déplacement. On voit bien que chaque ministre des pays qui ont une vraie politique étrangère essaie de préserver une capacité à décider, une analyse, une vision à plus long terme. Chacun le fait avec difficulté, luttant contre une sorte de raz-de-marée civilisationnel.

À cinquante ans d'ici, je suis incapable de vous dire ce que deviendront les structures démocratiques. Les forces à l'œuvre pour dissoudre les systèmes de décisions politiques sont monumentales.

Régis DEBRAY : Quels sont les éléments de résistance, quels sont les atouts dans le jeu du politique par rapport à cette hégémonie? Quelles sont les cartes dont vous disposez pour avoir un petit jeu à soi ?

Hubert VÉDRINE : La première règle est de ne pas attaquer tous les fronts de cette idéologie – c'en est une – en même temps. Le fond du débat aujourd'hui pour la France, c'est la question du moralisme. Il y a une vague, les opinions occidentales ne comprennent pas qu'on ne puisse pas imposer leur système partout dans le monde d'un seul coup. C'est pour elles une exigence de conversion, alors que toute l'histoire de l'humanité est faite de processus. La démocratisa-

tion, c'est un processus, social, économique, politique, qui avance étape après étape. Dans notre propre histoire, nous avons mis cent cinquante ans pour passer des premières élections démocratiques au vote des femmes : 1795-1945. Nous nous présentions comme le pays phare des Droits de l'homme. Mais au cours de notre parcours, nous avons fait toutes les erreurs ou fautes possibles. Et maintenant, nous exigeons des autres une transformation instantanée. On attend de la politique étrangère de la France, ou des États-Unis, qu'elle transforme, par magie, la Chine en une espèce d'énorme Singapour, tout de suite. Ou que la Russie devienne une sorte de Suède, les Balkans, une sorte de Suisse, que le Congo soit pacifié, par enchantement sans doute. Ce qui me désole chez ceux qui participent à ces discussions, à ces querelles de posture, car le moralisme est souvent un narcissisme, c'est qu'ils sont trop indifférents à ce qui se passe sur le terrain. Ils ont intériorisé l'idée que nous n'avons plus d'influence sur rien, et le moralisme se présente alors comme un substitut, il se dit plus ambitieux, il n'est que plus verbal, plus « vocal ». En fait, si nous prenons une position tonitruante, ça va nous aliéner les pays voisins, etc. On dit : ça ne fait rien, il faut quand même qu'on entende la voix de la France. Ah ! cette voix de la France, il y a tant de gens qui l'invoquent et qui sont indifférents à ce qu'elle soit impuissante, qui se satisfont d'une sorte de prêchi-prêcha indépendant des résultats. Et quand on dit : « il n'y a pas de conversion instantanée à la démocratie, c'est un processus lent, une construction, qui se consolide », pour travailler à ce processus, là, il n'y a plus grand monde...

Pour faire passer des messages différents de la croyance dominante, la première chose, c'est de ne pas prendre tout le monde de front, il faut faire un travail de hiérarchisation. On peut dire un jour que Chirac n'a pas tort d'aller aux obsèques en Syrie, ça signifie qu'il veut être présent à un moment important. La France est le seul pays au monde, à part les États-Unis, à avoir un rôle actif utile pour la paix. Les Israéliens sont les premiers à être reconnaissants du travail actif qu'on fait en Syrie et au Liban. Ça peut se discuter, mais ça peut aussi se comprendre.

On peut dire un autre jour : ce n'est pas absurde de réunir les chefs d'État africains à Paris, y compris ceux qui se battent au Congo. Si on veut faire quelque chose d'utile, il faut bien parler à ceux qui se combattent. Ou bien on dit qu'ils ne s'en sortiront jamais et on laisse tomber, ou bien, on essaye de s'en occuper... Si on additionne trois, quatre démarches de ce type en même temps, ça ne passe pas. C'est de la tactique basique...

Régis DEBRAY : Est-ce qu'il y a, dans l'accès à l'information, les moyens d'anticiper ou de déjouer les verdicts médiatiques ?

Hubert VÉDRINE : En principe, oui, mais l'accès à l'information est de plus en plus difficile. Le monde de l'information a sa dynamique propre, et il y a des cas où on ne peut pas faire passer quelque chose. Aujourd'hui, par exemple, même si on fait un communiqué court, de trois paragraphes, avec deux phrases chacun, jamais l'AFP ne le passe comme on l'a écrit. Parce qu'une idéologie s'est répandue, même dans les Agences. Ils veulent donner leur lecture, la bonne lecture. Le communiqué est tordu, les phrases sont découpées. En général, on avait une chose précise à dire... et ce n'est pas ce qui sort.

Ensuite, ce qui est communiqué n'est repris qu'une fois sur quinze par les autres médias. Leur logique n'est pas la nôtre. Les hommes politiques ne sont plus invités par les télévisions car ils feraient baisser l'audimat. Il est très difficile de franchir ces obstacles, il faut trouver la bonne phrase, le mot, comme avec un fusil à un coup.

Sur la Tchétchénie, le seul pays occidental qui ait dit quelque chose d'un peu ferme, c'est la France. Nous avons condamné les conséquences pour les populations civiles, nous avons souligné le caractère colonial de cette guerre sans pour autant préconiser l'indépendance de la Tchétchénie. Nous avons appelé à une solution politique. Or, on a quand même lu, pendant des semaines, des articles dénonçant « le silence assourdissant de la France » sur le sujet.

Le parti médiatique en question avait décidé qu'il fallait traiter la Tchétchénie comme le Kosovo... Un poids, une mesure, pas deux poids, deux mesures. Le même médicament pour tout le monde. Il y avait donc, pour ce parti, la volonté de prétendre que rien n'avait été dit. La capacité d'émission de la puissance publique est faible. On arrive à expliquer ponctuellement ce que l'on veut et ce que l'on fait. C'est plus difficile dans la durée.

Régis DEBRAY : Est-ce qu'il n'y a pas un dangereux cercle vicieux qui s'installe ? Les visites des chefs d'État n'ont plus aucune couverture médiatique. (Le Président de la Pologne vient, rien dans le journal du lendemain.) Les médias se justifient en disant : « mais ils ne se disent rien ! » Cette rencontre ne vaut pas reproduction. Un homme politique qui apparaît à la télévision a en tête de déminer le terrain, pour ne pas se faire prendre. On ne fait plus rien, pour ne pas être sujet au découpage des propos, des petites phrases qui alimentent le malentendu, le scandale, on s'en tient à « Il fait beau, tout le monde s'aime ».

Hubert VÉDRINE : C'est vrai, beaucoup de personnages politiques parlent pour ne rien dire. On pourrait dire : « Ils ne disent rien, mais ils n'en pensent pas plus » ! Après cette seconde de démagogie à l'envers, revenons à notre sujet et à un paradoxe. Ceux qui disent : « On ne parle pas de ce que disent les hommes

politiques parce qu'ils ne disent rien » sont les premiers à pousser des hurlements s'il y a un mot qui sort du langage codifié ! Et dans cette communication politique moderne, ce simplisme audiovisuel, la distanciation, l'ironie, le second degré sont impossibles, et sortir du catéchisme est risqué. On passe sans transition de la dénonciation de la langue de bois au scandale, pavé dans la mare et chœur des batraciens. Alors, il faut parler par petites touches.

De toutes les façons, quand il y a un sommet ou une visite, les papiers sont écrits d'avance. S'il y a quelque chose dans la réalité qui ne correspond pas, c'est dérangeant et c'est traité d'une façon critique.

Par exemple, pour la visite de Bouteflika, la plupart des papiers étaient rédigés avec la Fédération internationale des Droits de l'homme. Il faut toute une technologie pour faire passer un message. Aujourd'hui, nous prenons la Présidence de l'Europe. Toute l'Europe est en train de dire : « Avec la Présidence française, on va régler des problèmes ». Or, certains sont insolubles, il y a une attente flatteuse qui nous donne une force fondée sur la confiance et sur l'attente des autres, mais qui est extrêmement périlleuse si on n'arrive pas à régler ces problèmes. Il faut dire : « Oui, nous allons, pendant la Présidence française, régler le problème de la réforme institutionnelle, et nous allons réussir au Conseil européen de Nice, il y aura un Traité de Nice ». Le risque, si ça ne marche pas, c'est qu'on dise : « Échec de la Présidence française ».

Dans notre monde, où les gens passent des heures par jour devant leur poste de télévision – ils sont plus branchés sur leur poste que sur leur voisin de palier – une sorte de monde virtuel se substitue à l'autre, le dévore et le siphonne. Chacun sait cela, il faut donc déminer.

Je prends un exemple. Quand ce gouvernement est arrivé en juin 97, l'idée s'était répandue, notamment sous l'effet de la démagogie de Kohl – j'ai beaucoup d'admiration pour Kohl, mais là, il exagérait – auprès de tous les pays candidats, qu'ils allaient entrer dans l'Europe en l'an 2000. Ce qui était, évidemment, absurde. Ils auraient été incapables d'entrer dans l'Europe en l'an 2000, cela aurait détruit leur économie et leur société, mais cela semblait généreux. Or, entrer dans l'Europe, c'est entrer dans un club à très haute compétitivité, ça se prépare. On a mis près de deux ans à démonter ce piège. Chaque fois qu'il y avait un mot un peu différent de la promesse de l'an 2000, il y avait une réaction très violente dans la presse du pays concerné, dans la presse allemande de l'époque, dans la presse anglo-saxonne, qui joue l'affaiblissement de l'Europe, donc l'élargissement, soit dans l'essentiel de la presse occidentale. Il y avait un tir de barrage extrêmement violent contre « l'égoïsme français ». Malgré cela, nous avons tenu bon, nous avons fait des contre-attaques pour retourner cette vision. Il a fallu deux ans à deux ans et demi.

Jean-Louis Mataran : En tant que ministre de la République, vous disposez d'un outil important, le Quai d'Orsay et ses antennes diplomatiques à l'étranger. Pour vous, l'information, il s'agit de la diffuser et de la recueillir. Est-ce que vous percevez la dilution du politique dans le médiatique ? Est-ce qu'il y a globalisation, affaiblissement de la pensée diplomatique française sur un modèle qui serait sinon médiatique, du moins anglo-saxon ? J'ai eu l'occasion de travailler avec les Secrétaire généraux de l'Élysée dans la période gaullienne, Geoffroy de Courcelles, Burin des Rozières, et chaque fois ils mettaient en évidence la qualité, la perspicacité et la puissance des analyses qui leur étaient remises. Ils en faisaient ensuite l'usage qu'ils en voulaient...

Hubert VÉDRINE : C'est un des corps de l'État qui a le mieux résisté. On continue à y voir des gens animés par l'idée du service public, et pas obsédés par l'idée de s'enrichir. Ils conservent les qualités traditionnelles du service de l'État. Aux Finances – le rapport des rémunérations étant de un à cinq ou six – ils sont rongés par l'idée de partir dans le privé. Au Ministère des Affaires étrangères, l'appareil d'État tient bon. Ça reste une très belle machine, mais qui souffre et qui, sur bien des plans, est menacée. Elle doit être réformée. Ce que je fais sur le plan de la modernisation de la formation, secteur très mal géré. Couve de Murville considérerait comme indigne d'avoir à négocier son budget ! Je juge positivement ce corps et ce ministère, mais dans leur intérêt même, ils doivent se réformer.

Élisabeth LÉVY : Avec l'intellectuel Hubert Védrine, on ne peut qu'être d'accord. Je vais être candide : y a-t-il un rapport entre ce que vous écrivez et la politique que vous êtes contraint de mener ? Vous dites : on ne peut plus parler de rapport de forces. Or, votre travail, c'est de défendre les intérêts de la France dans le monde. Vous avez employé à propos des États-Unis le concept d'hyper-puissance. Ne peut-on l'utiliser à propos des médias ? N'est-on pas réduit à être les gestionnaires du déclin du politique face à cette hyper-puissance ? Vous dites : on ne peut pas résister aux journalistes. Moi, je crois que oui. En s'opposant à la déréalisation du monde...

Hubert VÉDRINE : Je n'ai pas dit qu'il ne fallait pas résister aux journalistes. Je distingue le système médiatique – l'ensemble de la presse écrite, des radios et télévisions du monde entier – qui exerce une pression sur les hommes politiques, ce qui crée une sorte d'ambiance « cocotte-minute ». Mais, avec les journalistes en tant qu'individus, j'ai un rapport très différent. Je prends un exemple. J'ai réagi très vivement à ce qui a été dit sur le rôle de la France au Rwanda. Je n'étais pas décisionnaire, donc je ne suis pas directement en cause, mais je considère que ce qui a été dit contre la France est monstrueux, totalement instru-

mentalisé par un certain nombre de forces qui servent d'autres intérêts. J'ai même accepté d'aller dans l'émission de Daniel Schneidermann pour en parler. Je constate que, depuis quelques mois, sortent des informations sur cette affaire du Rwanda, montrant que l'attentat, qui a coûté la vie aux Présidents du Rwanda et du Burundi et qui a déclenché les immenses massacres, aurait pu être déclenché volontairement par Kagamé. Est-ce plausible ? Kagamé savait que la politique française – qui essayait d'obtenir l'accord entre les Hutus et les Tutsis modérés – risquait de le priver de sa victoire et il n'avait certainement pas envie de rester en exil en Ouganda à perpétuité. Je peux vous dire que les journaux qui avaient écrit des articles ignobles, au-delà de la diffamation, mettant en cause la France, ont, au contraire, écrit le minimum là-dessus. Ils n'ont fait aucun travail honnête de remise en cause.

Dans l'affaire du Kosovo, je n'ai, personnellement, jamais employé des termes outranciers pour vendre cette politique au grand public.

Sur les États-Unis, j'ai défini une position. Certains considèrent que je suis trop ouvert aux États-Unis parce que je préconise le dialogue permanent. Ce qui était la *sous-sous-politique* issue du gaullisme, qui consistait à leur mordre les mollets tous les matins, ne sert absolument à rien. Elle nous coupe de tout relais dans le monde et elle est inefficace. Au Proche-Orient, les Arabes n'ont aucun intérêt à dialoguer avec un pays occidental qui se dispute avec les États-Unis. Ce qui les intéresse, c'est de parler à des gens qui dialoguent avec Israël, de même que l'intérêt de Barak, c'est de parler à des gens qui sont capables de parler avec les Syriens et les Palestiniens. Il serait honnête de dire que la base de la politique étrangère d'un pays est de défendre ses intérêts vitaux, sa sécurité, son autonomie de décision. Or, ça passe difficilement : je sens à ce sujet une perplexité, en tout cas en Europe. Pas aux États-Unis. C'est comme sur la justice. Punir et résoudre, ce n'est pas la même chose. C'est difficilement attachable, mais cette évidence gêne.

Je constate que quand on parle de la politique étrangère de la France – en dehors de votre rafraîchissante observation – on entend en général des groupes spécialisés qui attendent et jugent la politique extérieure de la France sur un seul point. Ils sont unidimensionnels et monomaniaques. Il y a ceux qui s'intéressent uniquement au respect des droits de l'homme chez les autres : « Qu'est-ce que vous avez fait depuis la semaine dernière pour faire progresser les droits de l'homme en Chine ? » Le reste, ils s'en moquent intégralement. Il y a ceux qui ne regardent que l'intégration européenne. Il y a tous ceux qui ont des obsessions ponctuelles : « il ne faut pas négliger le Cambodge », « il faut faire plus avec l'Allemagne », « avec le Brésil », « soutenir la FAO », etc. Tout cela est très éclaté. Or, l'exercice même de la politique étrangère, c'est précisément de ramasser tout cela – à par-

tir d'une conception de la défense de nos intérêts et de nos idées – de le synthétiser, d'arbitrer. Or, nous sommes dans un système mondial où les choses sont de plus en plus co-décidées. Je compare les réunions internationales à d'interminables réunions de copropriétaires. La politique étrangère suppose aujourd'hui de s'assurer des minorités de blocage pour éviter de se voir imposer des idées, des normes qui ne sont pas les nôtres, mais aussi des majorités d'idées pour pouvoir l'emporter. Quand on dit qu'on veut civiliser la mondialisation, vaste programme ! Si on veut améliorer l'ONU, l'OMC, le FMI ou l'OCDE, il ne suffit pas de le proclamer à Paris, il faut emporter des majorités au sein des Assemblées idoines. La question de nos intérêts est au centre de tout cela. Je n'hésite pas à le dire.

Françoise GAILLARD : Le moralisme compense une déperdition d'influence. Ma question est celle-ci : à partir du moment où la presse se fait l'écho de la fin des idéologies, et du *droitdel'hommisme*, que peut le politique ? Le *droitdel'hommisme* fait figure de religion révélée. Pire encore, car il s'agit d'une religion naturelle contre laquelle il est plus difficile de s'opposer. À partir du moment où nous vivons dans l'évidence et la transparence de cette religion, quelle peut être la marge de manœuvre politique pour les pays occidentaux pris dans cette religiosité qu'ils veulent imposer au reste de la planète, étant entendu par ailleurs que c'est une façon de les ouvrir à une libéralisation qui permettrait la liberté du marché ?

Hubert VÉDRINE : Votre analyse complète ce que nous avons dit. Si vous parlez des pays qui ont abandonné une vision d'État, ils ne recherchent pas cette marge de manœuvre. Prenez le Canada par exemple. Ils demandent des conférences internationales fondées sur de nobles intentions humanitaires. Il y a beaucoup de pays qui se contentent de postures.

Régis DEBRAY : Comment répondre à cette religion, s'y opposer sans recourir aux idées jugées surannées ou dangereuses d'État-nation, d'intérêt national, de particularité ? Quels sont les pays qui osent encore entrer dans cette zone réputée maléfique ? Qui ose encore parler « nation » ?

Hubert VÉDRINE : La plupart des pays occidentaux ne se posent pas cette question. Elle concerne la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne (un peu plus qu'avant), et surtout les États-Unis. Très peu prennent le sujet de front. Aux États-Unis, il y a un climat différent parce qu'il y a une culture de puissance. Ils revendiquent l'idée qu'ils ont une responsabilité particulière (même s'ils n'acceptent pas le terme *hyper*, car en anglais, le mot a une connotation patholo-

gique), ils sont la nation indispensable, etc. L'école Kissinger-Brezinski reste forte, même s'ils parlent comme Wilson. Il y a un vrai débat sur la puissance. Les pays qui ont une politique étrangère essaient de biaiser avec ce Moloch.

Dans l'affaire Pinochet, les Britanniques n'avaient qu'un espoir – ils n'eurent aucune influence sur la décision des juges – ils voulaient éviter une crise aiguë et durable entre l'Espagne et toute l'Amérique latine. Comme l'avait dit Felipe Gonzales, assez courageusement, ça fait cent quatre-vingts ans que l'Espagne a perdu le pouvoir de juger dans ses colonies. Propos très peu relevé en France, parce que ce n'était pas dans la ligne correcte. À la fin de son gouvernement, Felipe Gonzalès avait accepté que l'Espagne serve en sous-main de conseiller pour au moins quatre ou cinq régimes totalitaires d'Amérique latine qui cherchaient à revenir, petit à petit, à des démocraties et à faire des élections. Felipe Gonzales a accepté que, dans des Ambassades d'Espagne, s'organisent des contacts entre les uns et les autres, et qu'on leur explique comment l'Espagne était passée du Franquisme à la suite. Il s'était engagé dans ce processus, ce dont il peut être fier, il a ainsi contribué au retour à la démocratie dans pas mal de pays. Donc, les Britanniques n'ont pas réclamé à l'unisson que Pinochet soit jugé en Espagne. Il fallait, me semble-t-il, faire confiance à la démocratie et à la justice chilienne.

Prenez la question africaine. Récemment, les Britanniques ont eu à traiter l'affaire très compliquée de la Sierra Leone. Faute de mieux, ils ont fini par cautionner, avec l'ONU, un accord politique entre le gouvernement et les rebelles, accord qui pouvait choquer, parce que ces chefs s'amnistiaient mutuellement après une guerre et des pratiques monstrueuses. Je ne porte pas de jugement car personne n'avait une autre idée sur la façon d'arrêter cette guerre civile. L'amnistie n'a pas servi, et finalement les Britanniques ont dû venir à la rescousse des forces de l'ONU qui étaient sur la défensive. Au passage, notons qu'ils ont fait ce que la France a fait pendant trente ans en Afrique, mais quand c'était la France, c'était conspué par l'ensemble des bien-pensants, notamment dans la presse anglo-saxonne, qui dénonçait le colonialisme français. Là, tout le monde a dit : « C'est bien, Tony Blair a du courage ». Il a envoyé mille hommes, ça a retourné la situation, l'opération de l'ONU était sauvée.

Voilà une action utile allant un peu à contre-courant. Mais en Grande-Bretagne, ils ne s'en sont pas vantés, alors que la Grande-Bretagne, c'est quand même un pays considérable, avec un immense passé, une vraie vision. C'est donc très difficile pour tout le monde, il y a des marges sur beaucoup de sujets pour faire une vraie politique, mais, comme je le disais tout à l'heure, vous ne pouvez pas utiliser toutes les marges en même temps. Vous ne pouvez pas théoriser, sauf à provoquer une réaction globale paralysante.

Vous avez souvent à faire à des dirigeants politiques tels que les Présidents,

qui pensent à leur réélection. Dans tous les pays, des ministres, harcelés par la Commission des Affaires étrangères de leur Assemblée, naviguent aux sondages, au total, l'ensemble de la sphère de décision est complètement pénétré de cela. En plus, les politiques sont des gens normaux, qui vivent dans une société donnée, qui ont de moins en moins de culture d'État et de la décision publique. L'idéologie s'est retournée, ces gens-là se sentent mentalement sur la défensive, ils ont du mal... L'État s'occupait de trop de choses, c'est évident, l'État était obèse, interventionniste, despotique, et, en plus, incapable en général de bien gérer quoi que ce soit. Tout cela est évident. Mais même pour ramener l'État à ses tâches fondamentales de souveraineté, il faut être capable d'assumer sans complexe cette zone centrale de la décision publique. Eh bien, il y a beaucoup de décideurs aujourd'hui qui n'y arrivent même pas.

Un intervenant : Quelle est la part des droits de l'homme dans notre relation avec les autres pays étrangers ? À la suite des débats qui ont eu lieu entre René Cassin et le général de Gaulle...

Hubert VÉDRINE : Notre débat est parti de telle façon que nous insistons sur les effets pervers de l'idéologie dominante, mais, en pratique, j'ai une position de synthèse. Il est évident qu'il faut agir pour que la Russie d'aujourd'hui n'ait pas besoin de cent cinquante ans de troubles chaotiques – comme cela a été le cas pour nous – pour arriver à une démocratie moderne. Ce débat ne peut se situer que par référence à des débats théoriques franco-français qu'aucun étranger ne connaît, ou par rapport à des normes juridiques, connues par peu de personnes dans chaque pays. Dans la réalité des choses, face aux décombres de l'Union soviétique, comment faites-vous, dans une situation que personne, jamais, n'a eu à traiter ? Comment faites-vous pour arriver, un jour, à un État moderne ? Beaucoup de gens pensent que la Russie n'y arrivera jamais. Ce n'est pas mon cas, mais, ce qui est clair, c'est que ce problème n'a jamais eu à être traité. C'est à eux de le faire, ce n'est pas à nous. Mais étant donné que nous aidons, c'est important de savoir quelle aide nous apportons, et si nous avons posé les bonnes conditions. Et précisément, je pense que nous n'avons pas tout à fait posé, depuis dix ans, les bonnes conditions à l'Union soviétique et à la Russie. Les Américains et le FMI n'ont mis en avant que des conditions ultra-libérales, demandant exclusivement de privatiser, libéraliser, déréguler, et ne demandant jamais de commencer à bâtir un État démocratique, moderne et efficace. On a fait là une sorte de faute, et ce n'est pas un hasard si la mafia est partout, c'est un résultat mécanique et logique. Là, c'est une question de sens des responsabilités. Idem face au monde arabe, à la Chine, à des dizaines de pays dans le

monde, dont on veut encourager l'évolution moderne. Comment faire, en pratique ?

Quand je critique le *droitdel'hommisme*, c'est, bien sûr, sa dérive et son aspect caricatural que je dénonce. Je suis évidemment pour l'amélioration et la consolidation du respect des droits de l'homme dans le monde. Je suis pour et j'agis pour. Je considère même qu'il n'y a pas de politique étrangère possible si on fait une impasse sur ce point. Mais je considère aussi qu'il n'y a pas de politique étrangère qui puisse n'être fondée que là-dessus, et qu'il n'y en a pas non plus si on s'obstine dans l'idée que l'Occident peut imposer, comme à l'époque coloniale, une norme qui s'applique partout tout de suite. Ça ne marchera pas. Les Chinois n'appliqueront pas nos instructions ! Donc, il faut trouver une autre approche. Après, il y a tous les cas particuliers : qu'est-il utile de faire avec les Iraniens ? Est-ce qu'il faut dire : c'est encore un État terroriste ? Et boycotter ou aider Khatami contre les autres ? Que faut-il faire par rapport à Ben Ali ? etc. C'est un art qui finit par ressembler à celui de la médecine, il y a un dosage, un cocktail à trouver. Chacun doit exercer son jugement sur le cas particulier et le moment.

Régis DEBRAY : Le réel évolue, et une bonne *real-politik* passe aujourd'hui par la prise en compte d'un certain nombre d'éléments idéaux ou symboliques qui sont devenus des forces réelles...

Jean-François KAHN : Je vous propose de témoigner sur la façon dont je réagis à ce que vous dites, dans la mesure où on est à la fois à l'intérieur et à l'extérieur. On est concerné par le système dont vous parlez, on le vit de l'intérieur, et à la fois on est à l'extérieur parce qu'on est critique de ce système. On tourne un peu autour de cette idée qu'il y a un renversement de pouvoir. Le vrai problème serait : quel est le contre-pouvoir au pouvoir médiatique ? Il faut faire attention, parce que, si le contre-pouvoir médiatique, c'est l'ensemble des journalistes, ce serait une vision trop réductrice parce que trop large, paradoxalement. En fait, ce pouvoir, c'est une sorte d'osmose qui s'est constituée entre des groupes médiatiquement et intellectuellement dominants. Si ça n'avait pas été utilisé à d'autre époque, je parlerais d'un complexe intello-médiatique autour d'une idéologie qui correspond à celle du milieu économique-financier et du milieu publicitaire. J'insiste sur le milieu publicitaire, parce que c'est tout à fait important. Ce complexe me semble exercer un pouvoir dominant. Pourquoi ? Il y a des réponses évidentes : la première, c'est que cela correspond à l'unification économique du monde. L'autre raison, c'est que cela reflète aussi la restriction du pluralisme médiatique. Il y a plus de médias aujourd'hui, ne serait-ce qu'eut égard au nombre

de chaînes de télévision, mais par rapport à il y a quarante ans, combien de médias sont-ils producteurs d'idées autonomes ? Extrêmement peu, à mon avis, trois, quatre au maximum. On n'a jamais vu une telle restriction du champ de la production des idées. Il y a une troisième raison à mon avis, assez mécanique, on ne peut pas porter un jugement moral, c'est que la génération de mai 68 ou de post-68, et notamment les plus médiatiques, qui maîtrisaient le mieux l'art de la médiation, ont choisi des carrières médiatiques, au sens large. On les a retrouvés dans d'autres secteurs et ils sont arrivés petit à petit à des positions dominantes, dans la radio, la télévision, la presse, à des postes clés, directeurs de journaux, rédacteurs en chef, éditorialistes. Ce sont des gens qui ont vécu la même histoire, ont traversé les mêmes crises idéologiques, viennent du même milieu, ont connu le même cursus, ont été confrontés au même problème, celui de leur évolution d'abord, et aussi celui de l'effondrement de leur croyance millénariste ou utopique. Et peu à peu s'est développée, me semble-t-il, une idéologie qui prend en compte le triomphe du néo-libéralisme dans le domaine économique, qui en fait une composante de la modernité, ce qui – en fait – leur permet de ne pas rompre avec leur jeunesse (parce qu'au fond, on était moderne, jeune, on le reste...). En se ralliant à cette mondialisation, on ne rompt pas avec notre internationalisme de jeunesse. Avec l'ardeur des néophytes et ce qui est chez eux très profond – la recherche d'une espèce d'idéal globalisateur utopique –, ils sont devenus les plus enthousiastes de ce néo-libéralisme mondialisé. Mais, comme en même temps, il y a sans doute une mauvaise conscience, il y a une tendance à emballer cela dans un discours qui reste néo-soixantehuitard pour tout ce qui est mœurs et sociétal. Ces deux aspects semblent contradictoires et ne le sont pas toujours, parce qu'on peut tenir un discours gauchisto-libertarien tout à fait honorable sur le fait qu'on doit ouvrir le pays aux immigrés, ce qui ne dérange pas du tout, au contraire, le néo-libéral. Il arrive très souvent qu'un des aspects du premier discours ne dérange pas les aspects du deuxième, et enfin, puisque malgré tout, il n'y a plus de projet subversif et alternatif, il faut quelque chose qui remplace. D'où l'obsession des droits de l'Homme qui se substituent à tout, puisqu'il n'y a plus le reste. Donc, il y a cette fusion, et quand il y a une idéologie synthétique, voire syncrétique, commune à un complexe extrêmement puissant, c'est sans complot, de façon spontanée. Je ne partage pas les thèses de Serge Halimi, je crois que jamais la presse n'a été aussi libre et indépendante, et les idées que défendent les journalistes témoignent de leur conviction profonde. Il reste qu'on a cette « oppression », et on la vit aussi de l'intérieur dès qu'on essaie d'être critique. On doit sans arrêt ruser. Ils disent ce qu'ils pensent, moi, je ne le peux pas, je ne peux pas prendre le risque. Par exemple, j'ai trouvé effarant la position sur l'Autriche : ou il fallait agir avant,

ou il fallait dire : « À la première décision qui sera une atteinte aux droits de l'homme, on agira. ». Mais le boycott organisé des ministres européens, non, ça tournera mal ! Ça fait le jeu en Autriche des forces conservatrices. Pour dire cela, qui est du bon sens, vous n' imaginez pas les périphrases que je dois employer ! Quand j'ai fait un texte pour dire que Chevènement n'avait pas dit ce qu'il avait dit, j'ai dû en rajouter pour dire... que je suis totalement en désaccord avec lui !

Nous sommes de ceux qui ont écrit à propos du silence impressionnant de la France sur la Tchétchénie. À partir du moment où, dans l'affaire autrichienne ou dans l'affaire du Kosovo, on réagit contre ce moralisme de béton, on passe pour quelqu'un qui justifie cette guerre que nous trouvons critiquable en soi. Il est bien évident qu'aussitôt qu'on voit un geste vis-à-vis de Poutine ou qu'on va voir Hafez el Assad, notre tendance est de condamner – alors qu'au fond, nous pensons qu'il est assez normal pour Chirac d'aller voir Hafez el Assad, et qu'on ne peut pas rompre tout à fait avec Poutine... Il est évident que je vais écrire : « Vous nous avez fait le coup de la morale intégrale, avec tel ou tel, les méchants-Hitler, mais avec Poutine, ça ne vous dérange pas d'aller lui serrer la main ! »

Cette ruse permanente nous conduit à aller plus loin que ce que je pense moi-même, parce que l'argument me sert à contrer cette forme de terrorisme dont on a été victime... Dans l'affaire du Kosovo, nous avons envoyé une personne ici présente au Kosovo au moment de la fin de la guerre. Elle envoie un article pour dire : « Bien sûr, il y a eu des morts et des massacres, mais attention, il y a une espèce de fantasme d'auto-excitation, dans certains cas, j'ai vu, ce n'était pas des vrais charniers etc., dans d'autres, etc. » Elle proposait une vue distanciée, qui disait ce qu'on dit aujourd'hui... je l'ai censurée ! Je n'ai pas passé ce passage, je le lui ai expliqué. En le publiant, à ce moment-là, elle n'était plus audible, et on se faisait diaboliser. Ce qui fait que tout le reste de ce qu'on disait n'était plus audible. Il valait mieux céder là, ne pas l'écrire à ce moment pour garder la crédibilité qui faisait qu'on pourrait l'écrire plus tard. Je crois qu'on a eu raison. Dans l'affaire de Tchétchénie, ma position est claire : on ne peut pas laisser faire. Cela dit, les Russes ont fait des choses critiquables, mais qui, semble-t-il, n'ont pas atteint la dimension de ce qu'on a écrit. Je ne l'écrirai pas avant longtemps ! Pourquoi ? Parce qu'après ce qu'on a écrit sur le Kosovo, on va dire : vous voyez bien le « prurit révisionniste de ce mec » ! Je peux au plus citer un article américain !

Je vous signale que pour avoir, dans *Marianne*, dit ce que vous avez dit sur le Rwanda, il y a eu dans un journal assez confidentiel, heureusement, « Jean-François Kahn est-il négationniste ? » La seule chose qui les relie à leur combat ancien, c'est fascisme, stalinisme. Aussi quand on entre dans une situation de conflit, le mot tombe : « fascisto-stalinien »...

J'ajoute un dernier point à propos des éditorialistes : je crois qu'ils jouent un rôle assez faible. D'abord, dans la presse écrite, ils sont peu lus, et si en radio ils sont écoutés, je continue à penser qu'il n'y a pas d'autonomie de la production audiovisuelle. Ce que la presse écrite dominante produit, en gros, est repris dans l'audiovisuel.

Hubert VÉDRINE : Jean-François Khan décrit les mécanismes dont j'ai parlé. Je suis d'accord avec presque toute son analyse. Ce que vous disiez sur la génération 68 devrait être écrit de façon plus pointue. À mon avis, au niveau de ses leaders, c'est la génération de la manipulation, et pas simplement dans les médias mais aussi dans la publicité, la politique, la communication, qui sont parfois exercés comme manipulation. Mais, à propos de la synthèse qui s'opère entre les différents courants de pensée, vous n'allez pas assez loin. Vous pensez qu'elle serait due à une sorte de remords par rapport à l'idéologie affichée par certains, à l'origine de leur combat. Non, c'est une synthèse logique que celle du courant gauchiste et de l'ultra-libéralisme, car c'est la même chose autour du triomphe de l'individualisme exacerbé. L'individualisme – qui n'est pas citoyen mais consommateur – a besoin de corroder toutes les formes de décision publique, pour aller au bout de sa puissance. Pour moi, il y a une logique. Je suis peut-être trop marxiste en disant cela, alors que je ne l'ai jamais été, mais ça me paraît frappant. Je disais tout à l'heure « Cohn-Bendit-Madelin, c'est la même chose » et, à la tête des grands journaux aujourd'hui, nombreux sont ceux qui pensent comme ça. C'est le nouveau « paradigme », me disait un des grands directeurs... C'est aussi l'idéologie de la table rase qui réapparaît sous des formes imprévues, et tout ce qui a été dit ici s'emboîte parfaitement. Le nœud, je le répète, c'est l'individualisme qui consiste à se débarrasser non seulement de l'État, mais à faire sauter toutes les structures de groupe : qu'il s'agisse du syndicalisme, de la famille, des Églises, du couple... pour aller jusqu'au bout, à l'atome, à l'individu, en fait. C'est exactement ce dont le marché a besoin. Il ne faut pas être trop simpliste, mais l'idéologie dominante fournit aux mécanismes la légitimité dont ils ont besoin.

Je suis un acteur public qui reste convaincu de la nécessité d'une action publique tout en faisant – ou m'y efforçant – une analyse lucide de la situation. Car, pour moi, il n'y a pas de volontarisme sans lucidité.